

Lettre ouverte au PDG de Radio France

► Le sénateur de Seine-et-Marne Michel Billout, maire PC de Nangis, s'adresse au PDG de Radio France afin de protester contre la délocalisation parisienne de la radio France Bleu Melun.

Suite à l'annonce de la fermeture prochaine de France Bleu Melun, conséquence de l'extension de la City Radio de Paris, Michel Billout, sénateur de Seine-et-Marne, maire de Nangis, a apporté son soutien aux collectifs des auditeurs et aux salariés de France Bleu Melun qui se mobilisent, à juste titre, contre cette fermeture, signant notamment l'appel des élus de Seine-et-Marne « pour la défense du service radio de proximité », créé à l'initiative de Yannick Guillo, maire de Saint-Ouen-en-Brie.

Dans un courrier envoyé ce jour à Jean-Paul Cluzel, Président directeur général de Radio France, Michel Billout lui demande de « revenir sur ce

projet de disparition de France Bleu Melun et de considérer le courant de sympathie, la notoriété de cette radio, la forte implantation des journalistes sur le terrain comme un point d'appui pertinent au développement d'une radio régionale plutôt qu'une charge ».

Au moment où l'Etat multiplie les actes de décentralisation, où la stratégie de France Télévision est d'ouvrir, dès septembre, un bureau départemental de la rédaction de France 3 à Melun, la décision de fermer cette antenne apparaît en effet injuste et à contre-courant des attentes des auditeurs à la recherche d'une information de proximité directe.

Si la création d'une radio régionale était vécue par les personnels, les auditeurs et les élus locaux comme une perspective intéressante, les effectifs qui seront nouvellement affectés aux départements, notamment à celui de la Seine-et-Marne (la moitié du seul territoire francilien)

a de quoi laisser perplexe.

Michel Billout a questionné à ce sujet Jean-Paul Cluzel : « Comment soutenir le caractère de proximité de cette nouvelle radio régionale avec un seul journaliste pour chacun des départements ? Comment expliquer que l'Essonne et le Val-d'Oise, pourtant membres à part entière du territoire francilien, ne disposeront même pas de ce référent radiophonique ? Comment imaginer que, dans ces conditions, les initiatives locales, les associations, les élus de terrain que je représente puissent être entendus ? »

Pour Michel Billout, le maintien de cette radio de proximité est une nécessité indispensable vu l'ampleur et la diversité des réactions, l'attachement quotidien de plus de 100.000 auditeurs, la nécessité de maintenir, dans nos départements, le pluralisme de l'information locale indispensable à la bonne marche de notre démocratie.